

**VOTRE PLUS**

**VOTRE AGENDA**

**VOTRE ADHESION**

**VOS CONTACTS**

**VOS LIENS**

3 au 16 février : série de HMI sur les sites parisiens avec la participation de 592 collègues.

12 au 20 mars : série de HMI sur les sites parisiens avec la participation de 614 collègues.

Lors de ces HMI, des agent-es conscient-es de la casse programmée de la DGFIP discutent de la nécessité de mener une action dure, continue dans la durée, non plus par des grèves saute-mouton... ainsi que de l'intention de se revoir le 23 mars en AG de sites pour décider de la suite à donner à la mobilisation. Sont par ailleurs abordés des sujets divers : moyens et méthodes pour faire aboutir cette mobilisation et sa visibilité.

## ... Qu'en est-il à la DRFiP Paris ?

22 mars : grève Fonction publique dans laquelle la DGFIP s'est inscrite. A Paris, ce sont près de 41,48 % d'agent-es en grève, plusieurs sites fermés (10ème Paradis, 3ème Michel le Comte, 13ème Tolbiac, 14ème, 18ème Boucry, 19ème Argonne) ainsi que des services (SIP 1/2, SIP 9ème Est, SPF9, TP Amendes 1, TP Transports, PCR 15ème et PCE 7ème)... Les cortèges DGFiP Finances publiques IDF (CGT, FO et Solidaires) sont très importants (près de 500 agent-es) dans la manifestation Fonction publique qui rassemble près de 40 000 personnes. La mobilisation à la DRFiP Paris est forte.

23 mars : Les AG décidées lors des HMI de mars se tiennent sur 18 sites avec la participation de 330 collègues. Des propositions et modalités d'action sont avancées par les collègues : grèves en reconductible à partir du 26 mars, à partir du 3 avril, durant la campagne IR, adopter un calendrier type « chemins » et sous différentes formes, nécessité pour le mouvement d'avoir une visibilité et de le faire connaître, cahiers de doléances, de se retrouver ensemble en AG Centrale...

Une réunion intersyndicale se tient l'après-midi et, suite aux remontées des AG de sites, propose : une grève parisienne le 3 avril ainsi qu'une AG Centrale à Réaumur le matin à 9h. (plus interpellation du Directeur). Elle complète ce dispositif par une manifestation jusqu'à République et une distribution de tracts au public lors du cortège et aux sorties de métro.

26 au 30 mars : 7 AG de sites se tiennent, dont 4 valident le

## Après le 22, on continue !

dispositif du 3 avril et 1, une partie du dispositif - préférant manifester à Bercy-). 126 personnes y participent. Des tournées de service se tiennent sur les sites parisiens pour informer l'ensemble des collègues de la grève DRFiP Paris du 3 avril.

3 avril : 436 grévistes sont recensé-es sur cette grève parisienne (fourchette basse donnée par la Direction). L'AG Centrale à Réaumur réunit près de 200 collègues. L'interpellation du Directeur est rejetée par l'AG suite à vote. L'AG décide de reconduire majoritairement la grève (58 pour). Un appel de l'AG adressé à tout-es les agent-es a également été adopté. Les collègues partent en manifestation jusqu'à République et distribuent, comme convenu, des tracts au public.

4 avril : 34 grévistes sont recensé-es pour cette grève parisienne (fourchette basse donnée par la Direction). 4 AG de sites ont lieu sur les sites de Paganini, Uzès, Michel le Comte et Londres. Elles réunissent près de 160 collègues. Les agent-es d'Uzès votent le principe du blocage de leur site le 10 avril, celles et ceux de Paganini, le 16 avril. L'AG centrale se tient à Banque avec les agent-es en grève. Il est décidé de créer un journal pour suivre et informer des mobilisations à Paris, rédigé à tour de rôle par les syndicats CGT et Solidaires.

10 avril : Un piquet de grève s'est tenu sur le site d'Uzès (9ème arrdt). L'AG de la fin de matinée a voté la reconduction du piquet de grève pour le 11 avril. A midi, une délégation de 30 agent-es est partie à Réaumur rencontrer le Directeur Régional. Après avoir présenté les revendications générales (statuts, emplois, règles de gestion, restructurations), ils/elles ont porté les revendications élaborées à partir du cahier revendicatif des structures de leur site. Sur le site de Michel le Comte (3/4ème arrdt), une AG s'est tenue, précédée d'une tournée de services. Les agent-es présent-es ont voté pour le piquet de grève devant le site le 11 avril. Sur le site de Londres (8ème arrdt), les agent-es présent-es à l'AG ont convenu de se retrouver le 13.

## ... DGFiP en péril, agent-es en danger !

# Vous avez dit... démantèlement ?



## SECTEUR PUBLIC LOCAL (SPL)

La fin définitive de la séparation ordonnateur/comptable signifie la fermeture rapide des trésoreries SPL. Déjà, Bercy préconise « l'expérimentation » d'une totale autonomie de gestion pour « certaines grandes collectivités ».



## RECOUVREMENT (PRS, Trésoreries)

Avec le Prélèvement A la Source (PAS), l'avenir du recouvrement à la DGFIP est en question : la possibilité d'un service recouvrement unique avec l'URSSAF est posé, et pourquoi pas une totale externalisation. Cela reviendrait entre autres à « achever » les trésoreries.



## SERVICES IMPÔTS DES PARTICULIERS (SIP)

La mise en place du PAS (avec, au passage, le recours à une entreprise privée pour le renseignement téléphonique) et la fin de la Taxe d'Habitation (TH) seront les motifs justifiant à diminuer par deux les effectifs. Bercy va plus loin en posant la question de l'existence même des SIP d'ici 5 à 10 ans !



## MISSIONS FONCIÈRES

Pour les Centres Des Impôts Fonciers (CDIF) et Pôles de Topographie et de Gestion Cadastre (PTGC), ça sent le sapin. La cessation de la mise à jour du plan cadastral par les géomètres et leur « réorientation professionnelle » signent l'abandon probable du plan cadastral et la fin du corps des géomètres du Cadastre. La suppression de la TH et les autres évolutions fiscales en matière de fiscalité locale (remplacement des impôts locaux par de la CSG et de la TVA ?) annoncent peut-être la mise à mort des missions foncières.



## DOMAINES

Régionalisation et restructuration globale des implantations départementales, déjà un certain nombre de dossiers nous échappent, la mission dans son ensemble est menacée.



## CONTRÔLE FISCAL (Pôles Contrôle Expertise, Brigades Départementales de Vérification)

Si Bercy entend encore, par des mesures récentes, sauvegarder les apparences de l'activité, sur le fond c'est une réorientation profonde des métiers du contrôle vers une mission de conseil qui se profile. La loi pour une « société de confiance », le droit à l'erreur vont encore amoindrir nos capacités de contrôle et de répression de la fraude. Dans le même temps, les vérificateurs devraient être soumis à un « suivi de compétence » qui n'est rien d'autre qu'une mise sous tutelle et, de fait, une vraie dé-

fiance envers les collègues du contrôle fiscal !



## SERVICES DE PUBLICITÉ FONCIÈRE (SPF)

La feuille de route est déjà tombée : d'ici 2020, il ne devrait rester qu'un SPF par département avec 50 emplois maximum. Pour la DRFiP 75, avec des services plus importants, ce sont des fusions à marche forcée, sans réelle vision, passant ainsi de 11 à 3 structures ! L'État renonce par ailleurs à contrôler le fichier immobilier, cédé aux notaires !



## ACCUEIL

Diminution du réseau, tout internet, fin de l'accueil de proximité et physique, la généralisation des plates-formes téléphoniques et leurs privatisations, l'encaissement en numéraire transféré dans les services de la Poste (en projet), la substitution des MSAP (Maisons de Services Au Public) vont fortement impacter notre mission d'accueil des usager-es.



## SERVICES IMPÔTS DES ENTREPRISES (SIE)

Pour l'instant, c'est le service dont on parle le moins mais l'orientation « Service aux Entreprises » explique sans doute cela. Ils seront néanmoins encore soumis à des fusions... avant que leurs missions soient à terme confiées à l'URSSAF ?



## INFORMATIQUE

Les 5 000 informaticiens de la DGFIP ont du souci à se faire. Ils ont une cible dans le dos avec en jeu le passage sous la gestion interministérielle et l'externalisation des missions.



## FORMATION PROFESSIONNELLE

La fin des écoles se profile : trop chères, pas assez « efficaces » mais surtout leur caractère national entre en contradiction avec une évolution interministérielle et régionalisée de la Fonction publique d'État. Elles seront remplacées par de plus en plus de e-formations, « avantagement ».



## MISSIONS TRANSVERSES (RH, Paye...)

D'un côté la régionalisation, les pôles supra-départementaux avancent déjà, de l'autre se profile maintenant le passage sous tutelle des préfets de région des questions RH.



## SERVICES DE DIRECTION

Services prestataires CHORUS, recentralisation ? SFACT : transferts vers les préfets ?

## A la DGFIP, tout doit disparaître !